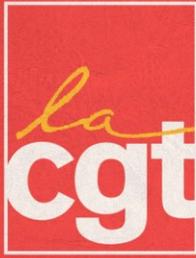


# NOTE AUX ORGANISATIONS



Montreuil, le 27 juin 2024

## **La question environnementale et le RN**

*Nota : Cette note se veut synthétique, elle est donc forcément non-exhaustive.*

Si longtemps le FN puis le RN s'est cantonné à ses sujets comme l'immigration, l'islam et l'insécurité pour construire son discours et gagner de nouvelles et nouveaux électrices et électeurs, il tente depuis quelques années de porter un discours sur la question écologique, en particulier depuis la crise des Gilets Jaunes. Se posant en alternative aux « bobo-écologues » ou à « l'écologie de Bruxelles », il a su mettre en place une rhétorique populiste sur la question environnementale en jouant, comme d'habitude, sur la peur et les angoisses de la population.

S'il ne s'affiche plus comme climato-septique, le RN minimise les impacts du dérèglement climatique, n'hésitant pas à qualifier les scientifiques d'alarmistes. De fait, son programme est à l'image des autres thèmes, c'est-à-dire creux, et ne répond ni à l'urgence, ni aux besoins des populations.

Ci-dessous quelques points factuels montrent comment le RN se sert de l'environnement et comment nous pouvons le combattre.

### 1. L'opposition entre l'écologie « punitive » et l'écologie « de bon sens »

Le RN a su reprendre et développer le concept de « l'écologie punitive », souvent brandi par une frange réactionnaire face aux propositions des changements de sociétés et de comportement nécessaire pour faire face à l'urgence environnementale et climatique. Il joue sur les peurs, par exemple de ne plus pouvoir accéder aux villes en voiture à cause de la mise en place des ZFE<sup>1</sup> ou encore la réduction de la consommation de viande. Les responsables de ces mesures « liberticides » sont aux yeux du RN une élite urbaine « bobo-écologie » déconnectée des réalités du terrain, ou

---

<sup>1</sup> Zone à faible émission

bien Bruxelles et la Commission Européenne, responsable de la perte de souveraineté du pays.

A l'inverse, le RN se revendique d'une « écologie du bon sens », faisant la part belle par exemple au bien-être animal, sujet qu'il investit car il le sait assez consensuel. Il se porte en défenseur des agricultrices et agriculteurs, et dénonce les énergies renouvelables, responsables de la destruction des paysages.

Le RN joue évidemment sur l'acceptabilité des mesures nécessaires environnementales. De fait, il faut bien admettre que nombre de mesures proposées par les gouvernants libéraux sont surtout mises en place dans une logique de marché et ne répondent pas aux problématiques. Rappelons par ailleurs qu'aucune force politique de gauche-écologiste n'est actuellement majoritaire, que ce soit en France ou à Bruxelles. Attaquer les forces progressistes de gauche sur ces sujets est par conséquent malhonnête, car ils ne sont pas au pouvoir.

Mais ces discours ont prospéré et font énormément de dégâts, y compris dans nos propres rangs. Le climato scepticisme progresse partout et de nombreux scientifiques sont remis en cause, que ce soit dans des médias nationaux ou sur les réseaux sociaux.

Pourtant, la bifurcation écologique est indispensable pour faire face aux effets du réchauffement climatique que nous constatons chaque jour.

## 2. Le social, angle mort des politiques environnementales actuelles

L'écologie n'est pas apolitique, et on a pu observer au fil des années que finalement chaque camp développait sa propre vision du traitement des questions environnementales.

La manque d'ambitions sociales des politiques environnementales actuelles, portées par des gouvernements libéraux, est du pain béni pour le Rassemblement National. Par exemple, le dispositif des [ZFE](#), dédié à lutter contre la pollution de l'air et décidé au niveau de l'Union Européenne, n'est pas accompagné de grands plans de développement des transports en commun, d'une harmonisation et d'une réduction des tarifs, d'une aide pour remplacer un véhicule ancien... Cette mise à l'écart forcée renforce un sentiment de déclassement entre population urbaine et rurale-périurbaine. De fait, Jordan Bardella n'a qu'à proposer la suppression des ZFE (sans autre plan derrière pour résoudre les problématiques liées au transport).

On pourra citer aussi l'interdiction de la vente de véhicules thermiques d'ici 2035. En France, la voiture est le premier poste d'émissions de gaz à effet de serre. Il est donc urgent d'agir dessus pour répondre aux enjeux climatiques. Or, la seule réponse du gouvernement Macron est le développement tous azimuts du véhicule électrique. Mais ces véhicules sont coûteux, et nécessitent une infrastructure nouvelle qui n'est pas encore accessible partout. Le minimum est fait pour obliger les constructeurs à proposer des véhicules électriques et accessibles. La CGT Renault, avec la FTM, mène campagne en ce sens par son projet de transformation de l'automobile. Sans réel dispositif pour augmenter le report modal et accompagner l'ensemble de la population, par exemple en déployant massivement les transports en commun et en les rendant accessibles et pratiques au plus grand nombre, ces mesures ne sont pas acceptables et acceptées. Le Rassemblement National n'a alors plus qu'à se poser en rempart face à ces mesures liberticides.

A titre d'exemple et afin de réduire massivement les émissions de gaz à effets de serre dues au transport, la CGT porte un objectif de 25% pour la part du ferroviaire dans le transport de marchandises d'ici **2050** (contre environ 10% aujourd'hui).

Le manque d'anticipation et par conséquent la crainte de perdre son travail dans un contexte de chômage de masse est également un élément de rejet sur lequel prospère le RN.

Ce sentiment est d'autant plus exacerbé que les budgets de la transition écologique ont été durement éprouvés par la cure d'austérité de Bruno Le Maire. En particulier, les financements dédiés à la rénovation thermique des bâtiments ont été rabaissés de près de 1 milliard pour 2024.

### 3. L'écofascisme, une idéologie qui grimpe

On assiste également à une montée de l'écofascisme. On assiste un peu partout à des tentatives de militants d'extrême-droite qui tentent de se saisir de la prise de conscience écologique notamment des jeunes générations pour les réorienter vers des mouvements réactionnaires et xénophobes. On pourra citer par exemple des mouvements comme les Localistes, porté par l'ex militant de gauche Andréa Kotarac passé au RN. De fait, la priorité à l'alimentation locale est une des propositions phares du programme environnemental du RN. Mais loin du côté vertueux porté par les AMAP<sup>2</sup> par exemple, on est plus ici dans une logique de repli sur soi et xénophobe, face à un monde libéralisé qui met les agricultures du monde entier en concurrence. Sur un spectre plus large, l'écofascisme porte un projet eugéniste et s'appuie sur le concept de la « régénération d'une race » fantasmée.<sup>3</sup>

### 4. Décryptage des propositions du RN sur l'environnement (non-exhaustif)

Les propositions suivantes sont issues du programme rendu public le 24/06/2024. Ce n'était pas déjà brillant, mais là c'est encore plus vide. On notera l'absence complète des mots « climat » ou « biodiversité », « adaptation », « renouvelable »...

Proposition	Analyse	Revendication CGT
Renoncer à l'interdiction de la vente des voitures à moteur thermique à l'horizon 2035 et inciter les constructeurs français à développer des véhicules propres abordables	Voir ci-dessus	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer des petits véhicules électriques</li> <li>• Contraindre le poids des véhicules</li> <li>• Développer massivement les transports en commun et le fret ferroviaire</li> <li>• Revoir les tarifs pour les rendre plus lisibles et accessibles</li> <li>• Refondre les vignettes crit'air en prenant en compte l'encombrement et le poids des véhicules</li> </ul>
Supprimer les Zones à Faibles Emissions		
Abroger toutes les interdictions et obligations liées aux DPE (travaux,	Il y a un gros risque de retour en arrière sur les	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer un réel plan de rénovation thermique, pour</li> </ul>

<sup>2</sup> Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

<sup>3</sup> Voir Antoine Dubiot, *Ecofascisme*

<p>mise en location...) et mettre en place un accompagnement pragmatique des rénovations de logements en lien avec les professionnels</p>	<p>obligations de rénovations pour les propriétaires de passoires thermiques</p>	<p>arriver à rénover plusieurs centaines de milliers de bâtiments par an.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Structurer les filières de formation, mais également de matériaux locaux et de recyclage</li> <li>• Proposer un service public de la performance énergétique</li> </ul>
<p>Réduire l'empreinte carbone de la France en soutenant les relocalisations industrielles et en favorisant les acteurs locaux dans la commande publique (circuits courts, priorité nationale, préférence européenne...)</p>	<p>Aucune mention de critères sociaux ou environnementaux, seule prime la préférence nationale</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réindustrialiser selon les besoins des populations et non du capital</li> <li>• Augmenter les droits des salarié·es et IRP</li> <li>• Mettre en place une taxation solidaire aux frontières de l'UE sur des critères sociaux et environnementaux</li> <li>• Développer la coopération internationale notamment dans la recherche</li> </ul>
<p>Engager un plan de rénovation du réseau de distribution de l'eau, à la fois pour réduire les pertes en ligne et améliorer la qualité</p>	<p>Rien n'est précisé sur la gestion (publique ou privée). Les propositions sur l'agriculture notamment sur les normes vont à l'encontre de cette revendication</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire de l'eau un bien commun</li> <li>• Créer un service public de l'eau</li> <li>• Engager un grand plan de lutte contre les fuites, en lien avec PAM</li> <li>• Lutter contre l'artificialisation des sols</li> <li>• Limiter au maximum les intrants et pollutions chimiques</li> <li>• Interdire les méga-bassines</li> </ul>
<p>Lancer le plan Marie Curie de relance du nucléaire (EPR, SMR, réacteurs à neutrons rapides)</p>	<p>Aucune précision, difficile de savoir la différence avec le programme gouvernemental</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Service public de l'énergie et gestion tripartite</li> <li>• Incluant production, transport et distribution</li> </ul>
<p>Protéger les barrages hydroélectriques de la mise en concurrence voulue par Bruxelles</p>	<p>Quid du service public ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement statut IEG</li> </ul>
<p>Investir dans les barrages hydroélectriques pour augmenter leur capacité de production</p>	<p>Potentiel limité, utile mais insuffisant pour répondre au besoin</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mix énergétique se basant sur le nucléaire mais aussi les énergies renouvelables</li> <li>• Investir massivement sur la recherche</li> </ul>
<p>Renforcer les contrôles des importations pour mettre fin à la vente de produits étrangers ne respectant pas les normes françaises</p>	<p>D'un autre côté, propose d'abaisser les normes en France, donc ça va paradoxalement permettre à plus de produits de rentrer sur le territoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Refondre la PAC</li> <li>• Faciliter le soutien à la filière bio et aux nouvelles et nouveaux agriculteur·ices</li> <li>• Réduire au maximum les intrants chimiques</li> <li>• Tendre vers la souveraineté alimentaire</li> </ul>

Lancer un grand plan « Manger français » obligeant les cantines à utiliser 80 % de produits agricoles français à l'horizon 2027	Aucune perspective pour structurer une filière, sachant que la France est fortement déficitaire sur le maraichage et les fruits. Et discrimination raciale sur les menus proposés sans prise en compte de la mixité sociale, culturelle et religieuse	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Permettre l'accès à toute et tous à une alimentation saine, locale et de qualité</li> </ul>
Garantir des prix rémunérateurs pour les agriculteurs	Très peu de détails voire aucune proposition concrète – effet d'annonces pour gagner l'électorat	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Encadrer massivement les marges de l'agroalimentaire et de la grande distribution</li> <li>• Revoir complètement notre système agricole dans la filière agro</li> </ul>

## 5. Face à cela, la bifurcation écologique et sociale

La CGT porte un projet de société se basant sur le progrès social et environnemental. Au même titre que les conditions de travail, les salaires, la sécurité sociale et la retraite, nous portons sur la question environnementale nos propositions et montrons qu'elles amélioreront réellement la vie de la population, tout en répondant aux enjeux environnementaux.

Citons par exemple :

- La réduction du temps de travail à salaire constant
- La mise en place d'une Sécurité Sociale Professionnelle Environnementale, pour sécuriser chaque emploi risquant de disparaître
- Le développement massif des services publics
- La conditionnalité des aides publiques à des critères environnementaux et leur contrôle scripte
- Un accès à une alimentation saine et locale pour toutes et tous
- De nouveaux droits pour les salarié·es et leurs représentant·es
- Une gestion publique et la sortie du marché de l'énergie et de l'eau
- Un grand service public unifié des transports intégrant l'objectif de 25% de la part modale à objectif 2035.

D'une manière générale, nous prôtons une rupture franche avec le système capitaliste, responsable du chaos écologique et social dans lequel nous nous enfonçons de plus en plus. Se poser la question de ce que l'on produit, pour répondre à quel besoin, pour qui.

Comme sur le reste, il ne nous surprendra pas de noter que le RN ne pointe jamais le rôle du système actuel dans la crise environnementale, preuve supplémentaire dans son accointance avec le capitalisme et véritable aveu de son imposture sociale.